

**DOC 1 : article août 2022 : Les “barrières permanentes” érigées par Israël en Cisjordanie**

En plus du mur de séparation, plus de 700 barrages en tous genres ont été installés par l'État hébreu en Cisjordanie en vingt ans, selon l'ONU. Ils limitent la circulation des Palestiniens, isolent les communautés les unes des autres et entravent l'économie palestinienne : 60 millions d'heures de travail perdues par an, déplore le média libanais “Daraj”.

Depuis le début de la deuxième Intifada en 2000, “Israël a mis en place des centaines de points de contrôle fixes et mobiles qui isolent les communautés palestiniennes les unes des autres, les empêchent de communiquer et entravent la circulation des citoyens”, écrit une journaliste palestinienne sur le site Daraj.

La plupart de ces points de contrôle sont équipés de caméras de surveillance, de tours militaires, de miradors, de portails en fer et d'espaces destinés à la fouille des Palestiniens et de leurs véhicules. Et ce sans compter le mur de 142 kilomètres séparant la Cisjordanie d'Israël. Pour Nazmi Qabha, un Palestinien de 68 ans, il s'agit de “mesures de punition collective” engendrant de longues files d'attente et, par conséquent, des retards pour les Palestiniens qui vont à l'université ou qui travaillent.

Dans une étude datant de 2018 citée par Daraj, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (BCAH ou Ocha) avait comptabilisé 705 “barrières permanentes” sur l'ensemble de la Cisjordanie. Parmi ces plus de 700 “obstacles”, il y avait notamment 165 portails routiers, 149 remblais et 140 barrages.

Le média libanais cite une autre étude d'une ONG palestinienne, l'Institut de recherche appliquée de Jérusalem (Arij), publiée en 2019 et qui a tenté de chiffrer les conséquences économiques et environnementales de ces restrictions imposées aux Palestiniens.

Les chiffres sont sans appel. À cause des points de contrôle israéliens, les Palestiniens de Cisjordanie perdent environ 60 millions d'heures de travail par an, soit l'équivalent de 270 millions de dollars par an. Par ailleurs, Arij estime que les habitants de Cisjordanie consomment 80 millions de litres de carburant supplémentaires, équivalant à l'émission de 196 000 tonnes de dioxyde de carbone par an.

Courrier international

**DCO 2 : article de Ha'Aretz [(Tel-Aviv) Premier journal publié en hébreu sous le mandat britannique, en 1919, “Le Pays” est le journal de référence chez les politiques et les intellectuels israéliens], mars 2004 : ISRAËL. Un mur qui cache d'autres enjeux**

Le tracé prévu pour la clôture construite par Israël isolera 300 000 Palestiniens de la Cisjordanie. C'est une stratégie pour les pousser à quitter leurs terres, assure l'ancien commandant israélien de Gaza.

Lors d'une rencontre à huis clos avec les membres du Conseil de sécurité nationale, présidée par le général Giora Eiland, le colonel de réserve Shaul Arieli leur a expliqué, simulation Powerpoint à l'appui, que le tracé de la clôture imaginé par Ariel Sharon et les responsables de la sécurité échouera à prévenir les actes de terrorisme, voire les fera se multiplier. Quant à la communauté internationale, il y a peu de chances qu'elle accepte le tracé de la clôture dans sa version actuelle. La simulation du tracé de la clôture présentée par le colonel Arieli s'appuie sur les données disponibles auprès de la Minhalat Kav Ha'Tefer [*administration de la Ligne de couture, tracé actuel de démarcation*], ainsi que sur des cartes et des photos aériennes qui révèlent une réalité alarmante. Lorsqu'elle sera terminée, près de 300 000 Palestiniens seront emprisonnés entre la clôture et la Ligne verte [*frontière de 1967*] et isolés des centres urbains. Il faut y ajouter quelque 300 000 autres Palestiniens, qui seront enclavés et coupés de leurs champs et de leurs puits, ainsi que, dans la région de Jérusalem, 270 000 Palestiniens qui seront isolés du reste de la Cisjordanie et

enfermés à l'ouest de la clôture. La Cisjordanie couvre une superficie de 5 878 km<sup>2</sup>. Selon les calculs d'Arieli, lorsque le tronçon occidental de la clôture sera terminé, près de 900 km<sup>2</sup> de territoires seront annexés à Israël. Ce n'est pas tout.

Sur la base de cartes dressées dès 1995 par Sharon lui-même, il ressort que le Premier ministre s'apprête à faire passer sous contrôle israélien les 1 543 km<sup>2</sup> de la vallée du Jourdain. En tout, il ne restera aux Palestiniens que 57 % de la Cisjordanie. Pour Shaul Arieli, "la clôture ne sera jamais un problème pour qui a la ferme intention de faire passer des explosifs ou de mener une attaque terroriste. S'il s'agit d'empêcher des tirs de missiles Strella ou Stinger, Tsahal peut très bien se contenter d'ériger des postes d'observation électroniques." "Si on jette un oeil sur les cartes, poursuit Arieli, on voit que, pour s'assurer par exemple du maintien des deux implantations [colonies] de Naaleh et de Nili, à l'ouest de la clôture, on va capter neuf villages palestiniens. Pour des raisons démographiques évidentes, ces villages n'auront aucun accès au territoire de l'Etat d'Israël. Mais les autorités palestiniennes seront également incapables d'assurer aux habitants un accès à la santé, à l'éducation et à l'administration, sans parler de l'accès à l'emploi. Ne pouvant survivre dans de telles conditions, les villageois palestiniens abandonneront leurs foyers et émigreront vers les villes, ce qui permettra à l'Etat d'Israël d'étendre ses frontières sans avoir à en assumer le coût démographique. Ce sera le transfert me'ratzon [transfert volontaire]." "Personne n'en parle ouvertement, mais je suis persuadé que la logique de la clôture est de créer les conditions de ce transfert volontaire.

Cette prison épouvantable et étouffante sera sans précédent. Un cri va jaillir et Israël ne pourra y faire face. Israël doit certes assurer la sécurité d'Ariel et de son bloc d'implantations, mais cela ne pourra se faire que dans le cadre d'un accord permanent négocié avec les Palestiniens. La sécurité d'Ariel telle que la clôture est censée l'assurer outrepassa les ajustements de frontières communément admis par la communauté internationale." Dernier commandant israélien de Gaza jusqu'au déploiement de l'Autorité palestinienne, en juin 1994, Arieli a ensuite assuré au sein du cabinet du Premier ministre Ehoud Barak la coordination entre les ministères concernés par les accords d'Oslo. En congé militaire à partir de décembre 2001, Arieli a participé à la relance de négociations israélo-palestiniennes, qui allaient aboutir [en décembre 2003] à la signature du "pacte de Genève". Arieli tient à souligner qu'il soutient l'édification de la clôture de séparation, mais à condition que son tracé suive celui de la Ligne verte. "La clôture peut apporter une réponse partielle aux problèmes de sécurité posés par la menace terroriste, mais son tracé actuel jette les bases d'une nouvelle infrastructure terroriste. Les gens qui se retrouveront emprisonnés par la clôture considéreront que le terrorisme est le seul instrument susceptible de leur faire recouvrer leurs droits, leurs terres et leurs infrastructures." (...)

Amnon Barzilai

### DOC 3 : article de Ha'aretz, novembre 2014 : ISRAËL. "Le Mur a toujours été dans nos têtes"

La droite et la gauche réclamaient une barrière de séparation avec les Palestiniens. Depuis sa construction, les Israéliens sont pourtant devenus plus angoissés, xénophobes et isolationnistes. Depuis le déclenchement de la deuxième Intifada [en 2001] et l'effondrement de la "vision du nouveau Moyen-Orient" [chère aux milieux libéraux israéliens], le centre gauche israélien (qui inclut les partis de gauche et du centre) s'est converti à la hafrada [séparation] entre Juifs et Palestiniens en tant que principe directeur. A tel point que, lorsque des critiques sont formulées à propos du Mur, ce n'est pas tant son existence que son tracé qui est remis en cause. Bref, cette dernière décennie a vu se dessiner un large consensus au sein des partis de centre gauche en faveur de la transformation d'Israël en un grand ghetto juif fortifié. Pendant que se matérialisait la séparation, les vieilles prédispositions israéliennes au racisme, à l'isolationnisme et à la peur de l'Autre n'ont fait que se renforcer.

Cela ressort clairement des enquêtes d'opinion, en particulier auprès des jeunes et des soldats. Ainsi, d'après une étude menée en 2012, il ressort que 55 % des jeunes Juifs israéliens

détenteurs d'un titre universitaire ne sont pas prêts à vivre à côté d'une famille arabe. Le "mur" a toujours été dans nos têtes, ancré dans une expérience concrète de la suprématie juive dans tous les domaines de la vie publique. Traduite par une attitude méprisante envers la langue arabe, cette xénophobie envers les Palestiniens n'a jamais reçu de réponse adéquate de la part du centre gauche. La formule incantatoire "deux Etats pour deux peuples pour sauver le sionisme et mettre fin à l'occupation" est devenue la seule perspective d'avenir proposée à l'opinion "modérée" juive israélienne. En d'autres termes, alors que la société juive israélienne n'a jamais été aussi angoissée, xénophobe et isolationniste qu'aujourd'hui (en partie à cause de l'évocation pervertie de la Shoah et de ses "enseignements"), la seule vision d'avenir proposée par le centre et la gauche est celle d'une séparation physique draconienne entre Juifs et Arabes ou, pour paraphraser Yaïr Lapid [ministre des Finances centriste], le projet de "nous débarrasser des Palestiniens".

Cela fait des années que la gauche israélienne n'a plus formulé la moindre proposition positive et créative en matière de projet démocratique, de lutte contre la xénophobie et d'encouragement aux contacts entre les différents groupes ethniques qui constituent notre société. Toute notre énergie est consacrée à une casuistique sans fin autour de la délimitation d'un grand ghetto juif et la négociation d'arrangements strictement sécuritaires avec nos voisins. Pourtant, l'idée des deux Etats s'apparente de plus en plus à un concept fantomatique évoqué dans les médias, lors de conférences bien pensantes en Europe ou dans le discours politique consensuel. Mais, sur le terrain, ce concept perd chaque jour davantage de sa substance à cause, principalement, de la construction [colonisation] israélienne continue dans les territoires occupés, mais aussi parce que les Palestiniens sont de plus en plus nombreux à considérer que l'Etat qu'on leur fait miroiter risque fort de n'être qu'une structure fantôme.

Je suis opposé au concept de séparation. Même si, par je ne sais quel miracle, cette idée venait à se matérialiser sous la forme de deux Etats, cela ne changerait rien au problème fondamental de la société juive israélienne : une xénophobie profondément tenace à l'encontre des non-Juifs et une suspicion profondément enracinée envers quiconque n'est pas d'origine juive. La gauche israélienne doit faire son aggiornamento, renoncer au principe de séparation dont le Mur symbolise l'échec, abandonner le discours démographique [sur la peur de la démographie arabe galopante] et s'engager dans la recherche d'autres modèles de résolution du conflit. D'autant qu'il est impossible de "nous débarrasser des Palestiniens", alors que la cristallisation d'une société juive israélienne angoissée, isolationniste et xénophobe est tout sauf une perspective d'avenir.

C'est précisément à l'heure où l'on assiste au gel total des négociations [entre Israéliens et Palestiniens] et où l'idée de deux Etats séparés par le Mur s'éloigne qu'il nous faut envisager d'autres modèles de résolution du conflit. Il serait courageux de réfléchir à un modèle dynamique, certes fondé sur la coexistence de deux Etats, non plus sur la séparation, mais plutôt sur la liberté de mouvement, sur la reconnaissance que nous vivons dans un espace commun aux Juifs et aux Palestiniens et sur la conviction que notre avenir ne peut être que partagé et commun.

Le problème de la gauche israélienne, c'est que, chaque fois qu'elle a été renvoyée sur les bancs de l'opposition, elle n'en a jamais profité pour lancer une réflexion quant à l'avenir de la société israélienne. C'est pourquoi il nous faut entamer la discussion d'autres modèles susceptibles de transformer positivement et radicalement la réalité, en ce lieu [Israël-Palestine] auquel nous avons lié notre destinée et qu'il est encore temps de transformer.

Nir Baram

#### **DOC 4 : article de l'agence Netiv Haasara (Israël) (AFP) 07.12.2021 : Israël achève la construction de la barrière le séparant de Gaza**

Israël a annoncé mardi avoir achevé la construction de la barrière le séparant de la bande de Gaza, enclave sous blocus gouvernée par le Hamas islamiste, après plus de trois ans de travaux pour mettre au point ce "mur de fer" truffé de technologies.

Longue de 65 km et pourvue de centaines de caméras, de radars et autres capteurs, cette

barrière "constitue un 'mur de fer' (...) entre l'organisation terroriste (le Hamas, NDLR) et les résidents du sud d'Israël", s'est félicité le ministre de la Défense Benny Gantz lors d'une cérémonie marquant la fin des travaux.

Cette barrière, "projet technologiquement avancé et innovant", "donnera aux citoyens israéliens un sentiment de sécurité", a assuré M. Gantz cité dans un communiqué de son bureau. Elle compte une partie souterraine, pour empêcher le creusement de tunnels entre l'enclave et le sol israélien, et une portion en mer "reliée à un système d'armement contrôlé à distance", d'après ce texte. La barrière est composée à certains endroits de pans de béton.

Les deux ennemis se sont livrés quatre guerres depuis 2008, dont la dernière en mai 2021 a fait 260 morts à Gaza dans des frappes israéliennes, parmi lesquels des combattants selon les autorités locales et 13 morts en Israël, dont un soldat, après des tirs de roquettes depuis le territoire palestinien, d'après la police et l'armée.

"Nous restons vigilants pour contrecarrer toute tentative du Hamas de faire du mal aux citoyens israéliens, surtout en ce qui concerne les tirs de roquettes", a affirmé M. Gantz. Deux millions de Palestiniens vivent à Gaza, territoire miné par la pauvreté et coincé entre Israël, l'Égypte et la mer Méditerranée.

L'État hébreu a également construit une barrière composée par endroits de larges sections bétonnées pour séparer son sol de la Cisjordanie, un autre territoire palestinien, occupé depuis 1967 par l'armée israélienne. Israël a aussi érigé un mur d'acier à sa frontière avec l'Égypte.